

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXIX, No. 48 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 11 - 18 décembre, 2019

LE RÉGIME PHTK IMPLIQUÉ À FOND DAND DANS LE TRAFIC DE DROGUE À TOUS LES NIVEAUX

## Débarquement clandestin dans le Sud, la consule générale d'Haïti à Santiago interpellée

**Maîtresse présumée d'un puissant sénateur PHTkiste, Judith Exavier prise en mauvaise posture**

Par Léo Joseph

Ce n'est pas par hasard que le président haïtien se retrouve souvent en compagnie de ou lié à des personnes identifiées comme des trafiquants de stupéfiants. Il faut toujours se rappeler que ses contentieux avec la justice haïtienne, notamment son inculpation pour blanchiment d'argent, n'a pas été légalement résolu par une quelconque décision judiciaire. Or qui dit blanchiment des avoirs évoque trafic illicite, c'est donc dans ce contexte qu'il faut situer l'incident survenu à la frontière haïtiano-dominicaine, ce dernier week-end, ainsi que l'atterrissage en catastrophe, dans le sud

d'Haïti, d'un avion qui transportait une cargaison de drogue. Car ces incidents récurrents exposent un des principaux objectifs de Nèg Bannann nan.

En effet, le tout terrain de marque Lexus, de couleur blanche, portant la plaque d'immatriculation G353903 (de la République dominicaine), que pilotait Mme Exavier voyageant de son poste, à Santiago, en direction de Port-au-Prince, a été intercepté par des agents de la Brigade dominicaine anti-drogue, au port d'entrée dominicain de Jimani-

Malpasse, le samedi 7 décembre en cours. Puisque, impliqué dans le transport de drogue, ce véhicule était recherché par les autorités de l'est, agissant

en étroite collaboration avec les agents de la Brigade fédérale anti-drogue (DEA).

Sur ces entre-faits, le véhicule a été confisqué, en attendant le résultat de l'enquête en cours. Cette voiture est immatriculée au nom de José Bernabé Quintero ayant le sobriquet Niño, membre du réseau de trafiquants d'Emilio Peralta Adamez. M. Quintero est impliqué dans l'affaire « Cesar El Abusador », de son vrai nom Cesar Emilio Peralta Adamez. Les média dominicains ont fait état de l'arrestation de ce dernier, lundi dernier (2 décembre), à Carthagène. Il attend présentement, en Colombie, l'aboutissement du processus de son extradition aux Etats-Unis où il est inculpé pour



La consule générale d'Haïti à Santiago, à son bureau.

trafic de drogue. Cesar El Abusador est recherché par la justice américaine pour ses activités liées au trafic de drogue et sa filiation au monde de la pègre. En

tant que membre du réseau de Cesar El Abusador, la responsabilité de José Bernabé Quintero consiste à blanchir les

Suite en page 3

## LA SOLUTION DE LA CRISE AJOURNÉE

### Le juge choisi pour assurer la présidence intérimaire se désiste



Juge René Sylvestre, président de la Cour de cassation.

Les négociations qui avaient débouché sur le choix d'un juge à la Cour de cassation pour assurer la présidence intérimaire, après le départ de Jovenel Moïse, ont tourné court. En tout cas, jusqu'à nouvel ordre. Le magistrat choisi, mais dont le nom était gardé secret, pour raison de sécurité, se serait désisté. C'est ce qu'on a appris de sources proches des partis politiques et groupements qui menaient les discussions à cette fin.

Des sources ont révélé que le choix était porté sur le président de la Cour de cassation, le juge René Sylvestre, qui a été nommé par Michel Martelly. Aucune précision n'a été donnée quant aux circonstances qui ont entraîné ce contretemps.

Certains membres de ces organisations se déclarent satisfaits de la manière dont les choses ont tourné, parce qu'ils n'avaient pas jugé Me

Suite en page 15

## Rita Joseph, another woman to join the New York City Council



Rita Joseph addressing the guests.

**BROOKLYN, N.Y., December 5, 2019**—Last Thursday evening, the gathering was at the Yiasou Restaurant on the Bay, Sheepshead Bay that is. About 100 friends and acquaintances responded to Eric Saint-Louis' invitation to this elegant party for the launching of **Rita Joseph's campaign** to represent the 40<sup>th</sup> Council District at the New York City Council.

As it's said in Creole, "pye kout pran devan" ("the short-legged takes off early"). The elections to rejuvenate the City Council won't be until Novem-

ber 2, 2021, almost two years away. But Rita Joseph and the promoters of her campaign are first out of the door. They're betting on benefitting not only from the Creole proverb of Rita's country of birth, but also from that of the country she's adopted from the time she was one-and-a-half years old: "Early birds get the worms!"

In running for office, Rita Joseph is accomplishing a few things. She'll be the first female candidate of Haïtian descent to represent the 40<sup>th</sup> District. She will also increase the rank of

Continued on page 7

## HAPPENINGS!

### A Haitian Consul General caught in the web of a Dominican Drug Kingpin

Dominating the news cycle since last Saturday (December 7) is the arrest of Haitian Consul General Judith Exavier, at the border

Republic next door.

A communiqué, Saturday, by the Dominican Police said that Ms. Exavier couldn't furnish identification papers for the white, four-wheel-drive Lexus with license plate G353903. After questioning, Ms. Exavier, bearer of a diplomatic passport, was released, said the communiqué, "on caution and condition" that "within 24 hours" she presents herself at the Drug Enforcement (DEA) office, whose address wasn't specified in the communiqué. Probably, that office is in Santo Domingo, the Dominican capital.

The last that was heard about the Consul was when Haiti's Foreign Office released a statement late Saturday afternoon, not using the title of Consul, but "head of the Santiago office" that wasn't arrested but who's "hindered from performing her func-

Continued on page 7



Judith Exavier.

crossing of Jimani/Malpasse between Haiti and the Dominican Republic, driving a vehicle belonging to a drug dealer in the



# OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:  
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

**JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANYAN 15 DESANM  
POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.**

☎ Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

🌐 Al gade nan: [nystateofhealth.ny.gov](http://nystateofhealth.ny.gov)

👤 Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou



# LE RÉGIME PHTK IMPLIQUÉ À FOND DAND DANS LE TRAFIC DE DROGUE À TOUS LES NIVEAUX

## Débarquement clandestin dans le Sud, la consule générale d'Haïti à Santiago interpellée

### Maîtresse présumée d'un puissant sénateur PHTKiste, Judith Exavier prise en mauvaise posture

Suite de la page 1

centaines de millions de dollars US que celui-là réalise comme profit dans le trafic de cocaïne.

#### L'affaire Exavier minimisée par la Chancellerie haïtienne

Le scandale déclenché par l'affaire Exavier a pris une allure virale sur les réseaux sociaux, surtout sur WhatsApp. Faute de pouvoir garder l'incident sous le boisseau, la Chancellerie haïtienne

des deux pays éclairent le statut dudit véhicule. Ainsi les résultats de cette enquête seront rendus publics sitôt disponibles ».

La Chancellerie informe, par la même occasion, que des instructions ont été passées à l'ambassade d'Haïti à Santo Domingo, pour que celle-ci collabore pleinement au déroulement de cette enquête.

Le scandale provoqué par l'affaire Judith Exavier a le potentiel de mettre en évidence à quel point les autorités haïtiennes sont impliquées dans le commerce illicite de stupéfiants. Quand bien

De toute évidence, il y a eu un fouillage dans cette affaire, car, en ce qui concerne le traitement du tout terrain Lexus, la version des faits rapportée dans la note diffusée par la Chancellerie haïtienne contredit celle émise par Judith Exavier. D'un côté comme de l'autre, on tente de brouiller la piste, voire même de donner le change. En tout cas, puisque le véhicule en question faisait l'objet d'une surveillance serrée par la DEA, en étroite collaboration avec les autorités antidrogues dominicaines, en raison de sa participation au transport de stupéfiants, une fois intercepté, la décision le concernant consiste à le confisquer. En dépit de la nuance sémantique utilisée par le ministère haïtien des Affaires étrangères, ou la déformation des faits par Mme Exavier, le véhicule du super trafiquant de drogue est bel et bien soumis à l'enquête de la DEA. Selon toute vraisemblance, il y aura des pleurs et des grincements de dents chez les membres du réseau de trafiquants dont Cesar Emilio Peralta Adamez est le patron et des sénateurs et députés haïtiens des membres potentiels.

En clair, une fois extradé à Miami, Peralta Adamez passera nécessairement à table et ne manquera pas de faire des aveux impliquant les membres de son groupe basés en Haïti, notamment des membres du Parlement haïtien (deux Chambres confondues) se trouvant déjà sur la liste de la DEA. A noter que des sénateurs haïtiens se trouvent dans le viseur de la DEA depuis de longue date. Il y a de fortes chances que, grâce aux révélations qu'aura faites Cesar El Abusador, les autorités fédérales seront en mesure de « remplir les blancs ».

#### Judith Exavier, partie du réseau de trafiquants de Cesar El Abusador

L'affaire Exavier semble ouvrir une véritable boîte de Pandore, de faire le jour sur les relations existant entre le sénateur du Centre, Rony Célestin, et la communauté des commerçants de drogue internationaux, à partir de la République dominicaine. Un élément d'information qui pourrait exposer les liaisons d'autres sénateurs haïtiens dont la richesse exhibée dépasse de loin les traitements qu'ils perçoivent en tant que membres du Sénat. On doit alors se demander si M. Célestin n'avait placé sa concubine Judith Exavier à la direction du Consulat d'Haïti, à Santiago, à dessein pour qu'elle gère ses affaires de drogue auprès de Cesar El Abusador.

Tout semble indiquer que Mme Exavier (et par voie de conséquence le sénateur Célestin) fait partie du réseau de ce puissant trafiquant de drogue dominicain, dont l'influence et la richesse le font appeler « El Chapo », de son vrai nom Joaquin Guzman, dont la fortune est évaluée à USD 1 milliard \$. Dès lors, il faut poser la question : Est-ce par hasard la consule générale d'Haïti à Santiago a mis le cap sur Port-au-Prince

avec le véhicule de Cesar El Abusador, qui était sous haute surveillance, dans le cadre d'une enquête sur sa participation à un transport de marchandises illicites ? Le déplacement vers la capitale haïtienne de la plus haute autorité consulaire haïtienne à Santiago, au volant d'un véhicule recherché par la DEA, environ cinq jours après la capture de son propriétaire, en Colombie, est, pour le moins, suspect. Il y lieu de se demander si la mission d'Exavier n'avait pour objectif de mettre ce tout terrain Lexus à l'abri de cette enquête. Cela confirme bien son rôle de membre du réseau de trafiquants de drogue de Cesar Emilio

avec la mère de celle-ci, à l'hôtel Ibo Lélé, jusqu'à ce que soit complétée la construction de la maison qu'il bâtissait pour elle. Présentement il est en train de bâtir un complexe résidentiel, au Juvénat (en face de Carib Hotel), dont le prix de location des appartements serait évalué entre USD 3 000 et 4 000 \$ le mois. Vu ses rapports avec le milieu des trafiquants de drogue, en République dominicaine, on comprend qu'il est normal qu'il possède aussi une maison de l'autre côté de la frontière.

Il est également de notoriété publique que le sénateur Fourcand possède de grands moyens, qui ne sauraient se justifier par les salaires qu'il touche du Sénat. Bien qu'il soit moins discret que son homologue du Centre, il se présente comme l'unique sénateur du pays à posséder son propre avion.

Quant à l'autre membre du Sénat représentant le département du Centre, Willy Joseph manifeste moins d'ostentation par rapport à ses biens matériels que ses collègues sénateurs accusés de donner dans les activités illicites.

Mais il est curieux de constater que tous ces parlementaires indiqués ici ont des caractéristiques communes. Ils sont étroitement liés à Jovenel Moïse et appartiennent au groupe PHTK et membres de la majorité présidentielle.



Sénateur Wilfrid Gelin.

Peralta Adamez, en passe d'être extradé à Miami, Floride, pour faire face à son juge naturel.

#### Rony Célestin et ses partenaires sénateurs multimillionnaires

Les trois sénateurs du Centre semblent avoir trouvé la formule idéale pour s'enrichir, sans touch-



Jose Bernabe Quintero

er aux émoluments qu'ils touchent de l'Etat. Les sommes d'argent que représentent les biens qu'ils ont accumulés ne justifient pas le financement que ceux-ci pourraient entraîner. Même s'ils bénéficiaient de prêts de l'Office nationale d'assurance vieillesse (ONA) autorisés dans l'opacité totale par leur allié de l'Exécutif, Jovenel Moïse.

On apprend que, dans le cadre du trafic de stupéfiants, le sénateur du sud Hervé Fourcand serait l'associé de Rony Célestin. Les avoirs de ce dernier en termes de biens immobiliers exposent bien sa situation financière. Pour s'en faire une idée, signalons qu'il hébergeait sa petite amie de 17 ans,

#### Tous les parlementaires accusés de faire du trafic de drogue sont dans le giron de Jovenel Moïse

Accusé, suite à l'enquête menée sur ses comptes en banque par l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF), d'avoir reçu des fonds d'origine douteuse, Jovenel Moïse, on se souvient, a été inculpé pour blanchiment d'argent, avant d'avoir été élu président d'Haïti. Ayant fait entorse à la loi et prêté serment sans rendre compte de son crime, il a abusé de son pouvoir et pris la justice en otage, l'empêchant ainsi de se prononcer sur son dossier. Ainsi, quoique puisse dire et faire le juge chargé d'instruire son dossier (le juge Fabien), il reste avec cette accusation suspendue sur sa tête. Pour avoir réussi à esquiver la justice, la nation reste ignorante de la nature de l'accusation dont il est l'objet, en d'autres termes d'où proviennent les millions qualifiés d'« origine douteuse » par l'UCREF.

Mais, dans la mesure où Nèg Bannann nan, avant d'être « élu » président, évoluait dans le monde des trafiquants de drogue, il est raisonnable de conclure que les fonds incriminés par l'UCREF proviennent d'activités illicites. C'est sans doute par crainte d'essuyer un verdict de culpabilité qu'il s'est battu du bec et des ongles pour entraîner son dossier loin du tribunal.

Il est un fait certain : Jovenel

Suite en page 4



Cesar El Abusador au moment de son transfert de Cartagene à Bogota par des agents anti-drogue de Colombie

ne a jugé prudent de le minimiser. Aussi, le ministère des Affaires étrangères d'Haïti a-t-il émis une note de presse, le samedi 8 décembre, dans laquelle il se réfère à Judith Exavier comme « Chef de poste du Consulat d'Haïti à Santiago », au lieu de dire consule générale d'Haïti à Santiago.

Le document souligne que : « La Chancellerie haïtienne tient à préciser qu'à aucun moment Mme Exavier n'a fait l'objet de mesures restrictives de ses mouvements et n'a versé aucune cau-

même le véhicule dans lequel voyageait la consule générale d'Haïti à Santiago ne transporterait pas de drogue, les informations disponibles laissent croire que le concubin de Mme Exavier, le sénateur du Centre, Rony Célestin, proche du président haïtien, Jovenel Moïse, serait étroitement lié au trafic de drogue international, pour ne pas dire encore à un des cartels de Colombie.

Interrogée, de son côté, par de presse haïtienne, Judith Exavier se plaint d'être l'objet d'une ma-



Jovenel Moïse, à droite, et Rony Célestin avec Wilo Joseph, absent dans la photo, en campagne électorale à Hinche.

tion tant à des autorités judiciaires qu'administratives du pays voisin. Selon les autorités dominicaines, le chef de poste du Consulat général d'Haïti à Santiago peut librement circuler entre les deux pays ».

Toutefois, la contradiction qui se dégage de la position officielle du gouvernement haïtien perçue dans la même note de presse, qui souligne : « Cependant, le véhicule susmentionné fait l'objet d'une enquête de la part des deux autorités, dominicaines et haïtiennes. Il a été demandé au responsable du Consulat général de rester en Haïti, jusqu'à ce que les autorités

chination, des gens qui veulent « assassiner » son caractère. Elle dit en outre avoir obtenu le Lexus en prêt d'un « collègue », car étant en meilleure condition que son propre véhicule pour faire le voyage jusqu'à Port-au-Prince. Mais, arrivée à Jimani-Malpasse, les autorités dominicaines l'ont informée qu'elle ne pouvait pas traverser la frontière avec le tout terrain sans être en possession de son document d'identité. Etant donné, dit-elle encore, qu'il fallait environ cinq heures pour que lui parvienne la carte d'immatriculation du véhicule, elle a décidé de rentrer à Port-au-Prince par d'autre moyen.

# LE RÉGIME PHTK IMPLIQUÉ À FOND DAND DANS LE TRAFIC DE DROGUE À TOUS LES NIVEAUX

## Débarquement clandestin dans le Sud, la consule générale d'Haïti à Santiago interpellée

**Maîtresse présumée d'un puissant sénateur PHTkiste, Judith Exavier prise en mauvaise posture**

Suite de la page 3

Moïse possède des liens très solides avec les personnes liées au trafic de drogue. Pour commencer, il a été introduit à Michel Martelly (au Palais national) par son partenaire en affaire, Evinx Daniel, gros trafiquant de cocaïne



Cesar El Abusador

devant l'Éternel, un des premiers investisseurs dans Agritrans, son entreprise de banane, aujourd'hui en faillite. Pourtant, il est accusé d'avoir participé à l'assassinat de



Sénateur Hervé Fourcand

Daniel, à l'ordre de Martelly. Car la victime, vite transformé en informateur de la DEA, était devenu un colis encombrant pour le chanteur du compas craignant de se voir livré à l'agence antidrogue fédérale par Daniel. En dépit des multiples dénonciations du président haïtien faisant de lui un participant à l'assassinat de celui-là, il n'a jamais daigné dire un mot pour éclairer l'opinion public par rapport à la disparition de son « ami » et « bailleur

de fonds ».

D'autre part, Jovenel Moïse n'éprouve aucune gêne à entretenir des relations étroites avec des personnes liées au trafic de stupéfiants ou à s'afficher publiquement avec elles. D'ailleurs Michel Martelly l'a considéré comme son alter ego, au point de faire choix de lui comme son successeur. En outre, il se sent bien dans sa peau de se faire photographier avec ceux qui tiennent le haut du pavé dans le trafic de



Sénateur Wilo Joseph.

comme Guy

Philippe, par exemple. Ne l'a-t-on pas vu, en photo, bras dessus bras dessous, en campagne électorale avec lui dans le département de la Grand'Anse ? Ou bien avec le candidat au Sénat Rony Célestin en campagne à Hinche, en juillet 2016 ?

On peut dire, tout au moins, qu'il est curieux que presque tous les parlementaires (sénateurs et députés) membres de la majorité

présidentielle appartiennent au PHTK et sont assimilés au trafic de drogue. D'aucuns oseraient même dire que cette activité illicite est instituée au sein du parti politique au pouvoir. Cela permet de mieux comprendre pourquoi les barons de la drogue au Par-



Le véhicule dans lequel voyagait Judith Exavier.

lement parviennent à placer leurs ouailles dans les ambassades et consulats d'Haïti. À moins d'une rectification immédiate de la situation, il faut craindre le pire, dans les jours qui viennent.

## Counting children matters most: FAQ on Census 2020

By Khalil Abdullah

Within the African American community, the conversation about the upcoming 2020 census ranges from 'why bother' to 'we're all in.' Let's speak to the 'why bother' question.

**FAQ:** Why should I bother with Census2020? I filled out the census form the last time and I didn't see any improvements in my neighborhood or community.

**Answer:** Whether or not you saw the improvements you expected, many benefits of the census still touched your life, your community, and the people you love and care about – especially children. If you have a sense of responsibility for the quality of life of children in your family or beyond, your participation in the census has a direct impact. Over 200 federal programs derive revenue from data gathered by the census. This list includes school lunch programs and the Women, Infants and Children Program (WIC) which provides direct monetary assistance for low income pregnant women and new mothers and their children. Other programs range from Section 8 Housing assistance to LIHEAP, the Low-Income Home Energy Assistance Program. LIHEAP helps families pay heating bills and assists with repairs to furnaces, insulation and weatherization costs.

Without these programs, the cost of living for everyone in a neighborhood, city, or county would be higher. Take LIHEAP as an example. Without the financial subsidy to those in need, other ratepayers and customers like yourself, would likely face an increase in monthly utility bills. Just consider the funding that assists with the cost of schools, teachers, and education. The lives of children are profoundly affected by your decision to participate in the census. This is one reason why those who represent African American communities, be they clergy, elected officials, or social justice advocates, see engagement with the census as a moral imperative.

**FAQ:** That still doesn't explain why I don't see the improvements promised during the last census in 2010 or even during the 2000 census.

**Answer:** You know the saying, "all politics is local." Almost nowhere does this apply more than when money is being allocated. There are layers of responsibility for how money is spent, including federal and state formulas as well as decisions made at the local level, often by elected officials. The census has a direct bearing on our election processes of redistricting and reapportionment which help determine how your vote is counted and who gets elected. We will take these up as

separate FAQ topics.

The immediate question is: will you fill out the census form?

**FAQ:** What happens if I do not fill out the form? Is that a crime? If so, what's the punishment?

**Answer:** Not answering the census or providing false answers are each punishable by a fine of up to \$5,000, but *no one has been fined for failure to respond in recent censuses*, according to the Census Bureau's national spokesperson. But, as one census advocate said, it is a crime of sorts not to participate because is the children who suffer most without your full participation.

**FAQ:** Can someone find out my private census responses?

**Answer:** Your information is confidential and protected by Title 13 which brings heavy fines and possible imprisonment for anyone who divulges your personal information. The Census Bureau cannot, under penalty, share your information with the IRS, Homeland Security, immigration or law enforcement agencies or anyone else, including housing officials. However, census information is made publicly available after 72 years.

**FAQ:** What if I participate in the census, but there are more people living in my home than I'm supposed to have according to my lease or rental agreement?

**Answer:** The Census Bureau is trying to gather data. It is not

seeking to determine whether you are violating your lease or local zoning codes, but you have raised an important point. Families are often fluid — grandparents taking care of grandchildren while parents are at work or away from home. Should you claim a student away at school in another state as a member of your household? There are many scenarios where family members should be reported, but African Americans were undercounted by 2.1 percent in

the 2010 census and many of those missed were children. Why? In part because people were unsure whether they should report a child or whether that was someone else's responsibility to do so. The best thing to do is ask the Census Bureau or one of the many organizations participating in partnership during Census-2020.

**Next Time:** If you're all in, what to expect.

### AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon endroit.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.



## HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

# NOTE DE PRESSE

## LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1<sup>ère</sup> femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour

être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3<sup>ème</sup> tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

[Ertha@erthavision.com](mailto:Ertha@erthavision.com)

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

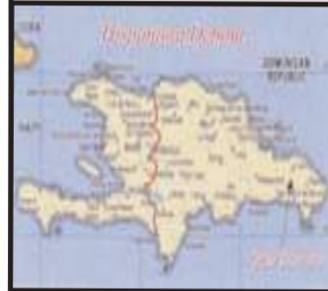
GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

### BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN

### Kòm kwa siti yasyon lakay pa lèd ase, men yo kenbe Konsil lòt bò fwontyè ak machin dwògmann

Sa grav, mezanmi, lè Lapolis lòt bò fwontyè poze lapat sou gwo mounn ki konnen yo chèf nan tout kò yo. Tandiske Lapolis lòt bò k ap travay ak Ameriken pa nan kras konfyolo avèk okenn gwo chèf. Amwens ke ! Pi devan n a konprann pouki sa nou di l konsa. Ou te mèt gen paspò diplomatik, si w pa anfòm jan sa dwa, w ap pran nan mera. Se kòm si m tande n ap mande kibò m ap vini ak nou? Enben rale ti chèz ba nou osnon pran dodin nou pou n tande gwo koze.

Asireman anpil nan nou gen tan li koze a nan rezo sosyo yo, sitou sou WhatsApp. Depi samdi, gwo nouvèl ki gaye deyò a, se Lapolis Repiblik Dominikèn ki arete youn dam Ayisyèn yo rele Jidit Egzavye (Judith Exavier). Se gwo Scoop ke "Radio Télé Scoop", 107.7 FM stereo ak TV Chanel 16 te lage sou entènèt la.

Nou ka konfime sa yo bay nan Scoop la, paske nou te resevwa youn kominike Lapolis Dominikèn te met deyò nan lang Panyòl menm samdi a ak youn tit ki pati konsa: "Ocupan vehicula a diplomata haitiana a nombre de implicado en caso Cesar el Abusador." (Nou konfiske youn machin nan men youn dam diplomat ayisyèn ki sou non youn mesye ki enplike nan koze Cesar Abizè a, [osnon Nèg dwòg la].) Pi devan na tounen sou koze sa a k ap fè gwo bri an Repiblik Dominikèn depi nan mwa septanm.

Men ann tounen sou sa mesye Scoop yo te bay la. "Lapolis dominikèn arete Madam Judith Exavier, ki responsab Konsila Santyago a [an Repiblik Dominikèn], bò fwontyè ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn, nan zòn Jimani-Malpasè abò youn Jeep Lexus koulè blan ki gen plak G-353903. Selon sa youn sous diplomatik bay, mounn DEA yo t ap chache machin sa a.

Toujou, jan Scoop bay enfòmasyon an, "Madam Exavier se

metrès Roni Selestén (Rony Célestin) ki se senatè Depatman Sant lan, [ki tou kole ak fwontyè a]. Dam nan pa t an mezi pou bay Lapolis papye idantifikasyon machin nan ki sanble se machin youn dilè dwòg byen koni ke



Jidit Ekzavye avèk mèt machin li t ap kondwi a, Bènabe Kinterio, ki deja nan prizon nan zafè Seza El Abizè a.

mesye Ameriken yo t ap chache san gad deyò".

Toujou selon Scoop, "dam nan t ap travay anvan sa nan Palman an, men se Rony Célestin dirèteman ki te nonnen l nan plas konsil la tou dènyeman. Yo te kenbe manm zèl nan komisarya Polis la diran [yon bon bout tan], kèlke zè menm. Apre sa yo te lage l sou kosyon epi kondisyon pou l al prezante l nan biwo DEA an Repiblik Dominikèn, [san dout nan Santo Domingo] nan 24trè".

Epi Scoop fè kòmante sa a: "Se youn eskandal san parèy pou Ministè Afè Etranjè Ayiti a avèk Palmantè sa yo ki vin rich fopaplis, pandan ke pèsonn pa fè yo konfyans ankò, paske pa gen pyès mounn ki ka di ki kote yo jwenn tout kòb sa a".

Nou menm n ap bay sa nou aprann nan sous pa nou. Lè yo di dam nan jwenn arestasyon l nan

fwontyè, fòk nou konnen ke se kite li t ap kite Repiblik Dominikèn pou al Ayiti ak vwati ki pou dwògmann nan. Nan ki bi li t ap rantrè Ayiti ak machin san papye sa a? Èske se youn fason pou de-jwe otorite Repiblik Dominikèn yo ak mesye DEA yo ki t ap chache machin nan? Youn fwa l travèse fwontyè, yo ta ka chanje plak la, repantire vwati a youn lòt koulè epi mesye otorite k ap chache l la t ap bèkèkè. Fòk nou mande tou, èske Madam Judith Exavier te pran gwo responsablite sa a pou kont li? Osnon èske "boyfriend" li an—paske nou pa ka di mari—jwe youn wòl nan kesyon an? Anplis de sa, kisa Minis Afè Etranjè a, ki sanse bòs li, konnen nan zafè a? Jan lòt la

nou ka konn tout bagay sa yo, e plis toujou alega Cesar dwògmann, se pa Konsil Exavier nan Santyago, ni Senatè Célestin ak Minis Bocchit Edmond ann Ayiti ki konprann yo ka pete nou, vin di yo pa konn nan kisa yo t ap foute kò yo lè yo te pran responsablite pou machin Lexus gwo pri a travèse fwontyè. Ale wè kantite lajan ki te gen tan bay anba tab!

Men nan kisa peyi a tonbe avèk tout gwo pwason sa yo ke tèt yo deja gate, menm santi! Epi pawòl la di si tèt pwason an gate se tout kò a ki gate. Se sa n ap viv ann Ayiti kounnye a. Prèske yo tout ap kouri deyò lajan, gwo lajan pou yo fè byen vit, nenpòt ki fason. Se konsa tou bra yo ka pran nan moulen, jan sa rive Judith Exavier a. Èske li pral sibi pinisyon an pou kont li? Asireman, lè yo kòmmanse sere boulon l jan sa dwa, l ap oblije depale. Wi, fò l ka esplike kijan se pa pou kont li li deside kesyon sa yo. E se pa li menm sèl nonplis, kòm swa-dizàn diplomat, ke otorite lakay yo mete an pozisyon pou fè tout klas vye konmès pou yo. Bliye pawòl diplomasi a, yo tout se kouto fanmasi!

**Plis enfòmasyon sou arestasyon Cesar Dwògmann nan:** Nan lendi, 2 desanm nan, Komisè Jeneral nan peyi Kolonbi te anonse arestasyon Cesar Emilio Peralta, ki gen 44 an. Selon kominike a, yo te arete mesye nan vil Katajèn (Cartagena) nan youn katye ki rele Boca Grande (Dyòl laj). Nou ta ka menm di "Dyòl alèlè" ki toujou pare pou lage koze atè, si yo pase youn tibè bò bouch yo. Enben se nan sa gwo chèf dwògmann Dominikèn an pran.

Selon sa biwo Komisè Jeneral an Kolonbi a di, yo gen "demann ekstadisyon", kivedi gen otorite lòt peyi ki mande pou mesye transfere ba yo. Se Pòto-Riko ak Florid ki mande sa. Selon sa akizasyon otorite nan Florid esplike, mesye te konnen trè byen sa l t ap fè. Lè li te transpòte kokayin nan an Repiblik Dominikèn, li te konnen se Ozeta-Zini, pase pa la Florid ke dwòg la t ap vini. Donk, yo mande pou mesye vin jije an Florid.

Selon sa yo di an Florid, san-

ble ke Cesar Peralta gen youn sètèn responsablite nan fiziyad ki te fèt kont David Ortiz, ki se youn gwo non nan besbòl, ki te konn jwe pou Red Sox, nan Boston. Enben nan mwa jen ki sot pase a, mounn ke yo pa t janm jwenn te tire mesye nan do. Pa chans pou mesye li pa t mouri. Diran lete a non Peralta te site nan atak kont Ortiz la. Sanble Peralta pa t renmen sa Ortiz te fè lè l te aprann ke nan bilding kote l te abite a yo te vin konstwi youn "penthouse", youn dènye etaj anlè, bagay wololoy, pou Peralta. Kanmenm li te achte apatman l nan 4-tran anvan sa, li pa t vle rete la ankò, akòz movèz repitasyon Peralta. Poutèt sa li te tou vann apatman l nan. Selon sa yo di, gwo dwògmann nan te ofiske fopaplis, epi li te mete youn kontra sou tèt Ortiz. Fanatik besbòl yo pral vrèman rejwi si yo jwenn ke se Peralta ki te lakòz Ortiz manke mouri.

N ap tann pou n konnen kibò Cesar Peralta pral ateri: Pòto-Riko osnon Florid. Nou menm n ap parye sou Florid. Gen youn lòt ti kesyon nou ta renmen poze. Menm si nou pa jwenn okenn repons kounnye a, sa ka vin klarifye pi devan. Èske arestasyon Cesar Peralta nan lendi ta gen relasyon ak kouri retire machin ni an Repiblik Dominikèn? Èske se sa k fè mounn Peralta te rekrute Judith Exavier, ki gen paspò diplomatik, depi nan vandredi pou l te pati granm maten ak vwati a al ann Ayiti. Devenn pou li, se nan kat kwen kadino ajan Dominikèn, k ap travay ak DEA, t ap chache machin nan. Se konsa, Konsil Exavier tou pran nan pyèj la.

Sèl sa nou ka di nan kesyon an sè ke pa gen sekre ki p ap devwale. Jan pawòl Labib di, "Sa k pale nan fè nwa, anndan chanm, menm anba kabann, gen pou kle-wonnen sou fetay tèt kay. Alò, n espere ke Judith Exavier ap pran tout prekosyon kilfo, paske lavi l an danje. Lè bagay yo mele bon jan mele, pa gen ni "boyfriend" ni metrès! Ata swa-dizàn bòs ou a, ou pa ka konte sou li! Epi nou pa mande menm youn senk kòb nwè pou konsèy la.

**Grenn Pwonmennen, 11 desanm 2019**

## BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE  
By Owner  
In the commune of Kenscoff/Furcy  
Contact:  
<info@thelodgeinhaiti.com>  
509-3458-5968 or 509-3458-105

## MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

**DR. KESLER DALMACY**

Board Certified  
& Award  
Winning  
Doctor





**Cabinet Medical**  
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

<p>Examen Physique sur écoliers Traitements pour douleurs, Fièvre Immigration Planning familial Infection</p>	<p>Tumeur Hémie Circoncision Tests de sang et de grossesse Grippe</p>
---	---

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦  
Prix Abordable  
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

konn di: "Messieurs, vous avez la parole!"

Kounnye a, ann tounen sou koze "Cesar, El Abusador" a. Selon bon jan enfòmasyon, Lapolis Dominikèn, avèk sipò DEA (Drug Enforcement Agency), ajans ameriken k ap batay kont konmès dwòg la, te demantle youn gwo rezo dwòg an Repiblik Dominikèn depi nan mwa septanm. Cesar se youn Dominikèn ki rele Cesar Emilio Peralta, ki mèt rezo dwòg la, selon sa otorite nan Pòto Riko te prezante nan youn akizasyon byen dokimante kont Cesar la. Nan menm papye tenbre sa a, otorite Pòto-Riko yo te di tou ke mesye peye mesye ofisyèl yo, kivedi mesye polisye yo, ki touche gwo kòb pou yo pa arete l epi pou yo fèmen je yo sou sa yo wè k ap pase. Kivedi, nan sistèm kòripsyon an, lajan fè chen danse. Men se pa vrèman chen kat pat, se bèt yo rele polisye ki rantre nan won. Tout vis gen youn pri. Yo tout jwenn! E se pa sèlman nan Repiblik lòt bò a ke mounn ou pa ta atann nan konmès la, a nivo byen wo. Bò lakay la se menmman parèyman.

Selon akizasyon otorite Pòto-Riko yo, se pa ayè Cesar Peralta nan konmès dwòg la. Se depi nan lane 1997, kivedi mesye se youn vyehò. Pou youn rezon ou youn lòt, otorite an Repiblik Dominikèn pa t gen rada yo sou mesye, byen ke se nan lane 2000 li te jwenn premye arestasyon l pou dwòg. Epi mesye jwenn liberasyon l san bri san kont.

Selon enfòmasyon nou jwenn sou Cesar, nan lane 2007 yo te kenbe mesye ak youn kagezon kokayin ki te peze 258 kilogram, oubyen 569 liv konsa. Men youn pwosèkitè, osnon youn jij, te lage mesye, paske li te di yo te an reta de 53 zè d tan pou prezante tout fòmalitye pou jijman an. Jan nou wè l la, sanble menm jij te jwenn pa yo tou. Se sa yo rele kòripsyon depi nan tèt jouk nan pye.

Si kote n chita nan Nouyòk la

# HAPPENINGS!

Continued from page 1

tions,” a jargon meaning she won't be going back to the Dominican Republic. In other words, Judith Exavier failed to do what the Police agreed with her when they let her go. Surreptitiously, she fled to Port-au-Prince instead of going to any DEA office in Santo Domingo.

The vehicle she was driving is registered in the name of José Bernabé Quintero, closely tied to Cesar Emilio Peralta Adamez, and nicknamed “The Abuser,” also known as “The Dominican Pablo Escobar,” after the late founder and head of the Medellín Drug Cartel in Colombia. However, what would a Haitian Consul be doing at the wheel of the luxury vehicle of a drug dealer connected to the most powerful drug boss in the Dominican Republic?

As most analysts believe, she was on a mission in attempt to deprive the DEA of a key piece of evidence in a major drug investigation going on since last September. The vehicle she was driving, actively being sought by the DEA, was being taken to Haiti where it would have undergone some physical change and kept

there probably with Haitian license plate.

No doubt, the arrest of “The Abuser,” on December 2, in Colombia, caused alarm in the ranks of his underlings in the Dominican Republic who were trying to do away with any compromising evidence. In addition, that vehicle sought by the DEA fell in that category. Meanwhile, they didn't know that the DEA had circulated information about the Lexus to all Police authorities who were asked to seize it wherever found. This time the diplomatic passport of Judith Exavier failed to provide the protection the drug dealers were looking for.

In the editorial, in French on page 10 and in English on page 11, the editor furnishes pertinent information about the web in which the Consul is caught. Her boyfriend, Senator Rony Célestin of the Central Department, adjoining the Dominican Republic, probably has much to do with the current situation in which Ms. Exavier finds herself. He is the one who named her, his concubine, to the Santiago post, apparently as liaison to the Dominican drug cartel. In Haiti, Rony Célestin's involvement in drug trafficking is an open secret. Undoubtedly, he was doing his Dominican

business associates a favor, and asked Ms. Exavier to give him a hand by driving the vehicle to Haiti.

In the wake of this scandal, many questions must be answered. For example, how much does Haiti's Foreign Minister, Bocchit Edmond, know about so-called diplomats planted in the various missions to do the bidding of parliamentarians deeply involved in drug trafficking? Since Rony Célestin is a prominent member, senator no less, of the ruling PHTK (the Haitian Bald-Headed Party), how many other bigwigs in the party are involved in that sordid business with full knowledge of party leaders? President Jovenel Moïse as well as his mentor, former President Michel Martelly, can't claim ignorance about what's going on. Certainly, the millions that are being flung about by the likes of Rony Célestin don't come from their salaries, plus expenditures. In addition, are DEA operatives in Haiti closing their eyes on what's happening in terms of drug trafficking in official circles? Would that be part of current U.S. policy as the Trump administration attempts to protect President Moïse who is decried by all major sectors of the society demanding his

resignation—for cause?

Some answers may be given indirectly when Cesar Emilio Peralta Adamez, “The Abuser,” finally is extradited to Florida, as requested by judicial authorities, to stand trial for drug trafficking on a grand scale, causing harm even to American citizens!

## The new General Director of the Anti-Corruption Unit declares war on corruption

Can Claudy Gassant go from declarations to action to rout out corruption? Only two weeks ago, President Jovenel Moïse named, by decree, this well-known anti-corruption champion to head the “Unit in the Fight against Corruption,” a government agency whose name tells its mission. In addition, Mr. Gassant is talking as if he really intends to do what he must.

On Monday, December 9, “**International Anti-Corruption Day**,” Mr. Gassant issued a statement in which he states: “ULCC, (French acronym for the Anti-Corruption Unit) is reaffirming its firm determination to set in motion, within the limits of its legal attributions, all that is needed to repress corruption in all forms. Eradicating it is crucial to promote efficient public service to the profit of the collectivity.” In other words, as long as corruption is the rule, the people will suffer. We translate in full that statement which, to us, sounds like a battle

cry.

“Corruption is a crime, not some sort of protection for politicians, State employees, elected officials seeking enrichment in illegal conditions. It has a devastating impact on society, particularly on the most vulnerable individuals among the people. It is a threat to economic growth, to [good] opportunities, to development, to real peace and security.”

“The mobilization of national opinion against corruption and its consequences that we have observed, especially in the past two years, are an eloquent testimony, a strong and conscientious awakening about the damaging effects of corruption which endanger the future of present generations as well as that of our children.”

“In the last analysis, corruption gangrenes all strata of Haitian society. Therefore, ULCC must be omnipresent and proactive to accomplish its mission of preventing and uprooting corruption.”

“Under my direction, ULCC will quickly put in place new strategies and will be open to the other agencies of the State (IGF, CNMOP, UCREF and others) to carry out an effective and efficient fight.”

“It is urgent!”

It is dated, December 9, and signed: Claudy GASSANT, Esq., Director General.

RAJ, December 11, 2019

## Rita Joseph, another woman to join the New York City Council

Continued from page 1

women in the City Council, because of the 51 current Council members, only twelve (12) are women. Moreover, she will return the 40<sup>th</sup> District to a tradition going back to 1991 when the District became the domain of women.

In a special election in 2007, Dr. Mathieu Eugene, originally from Haiti, was elected to replace Councilmember Yvette Clarke who moved up to be a New York representative in Congress. Being term-limited, Councilman Eugene can't run in 2021. Yvette Clarke, who was elected to the City

Council in 2001, had replaced her mother, Una Clarke, the first Caribbean woman (from Jamaica) to take her seat at the New York City Council, having been elected in 1991. She held the post for a decade after which she passed the baton to her daughter.

Rita Joseph, a daughter of the 40<sup>th</sup> District, has been encouraged from an early age by her immigrant grandparents to take education seriously. So, she was very studious, beginning at PS-139 in the District and graduating from the private Sarah J. Hale High School in Brooklyn, no longer in existence. Her Bachelor of Science in Liberal Arts from St.

Francis College in Brooklyn Heights will be followed by dual Master's in General and Special Education from Touro College, still in the borough.

A Public-school teacher, Rita Joseph is a proud member of the United Federation of Teachers (UFT). A mother raising four boys in Prospect Lefferts Gardens, she's a community advocate who has been supported by various elected officials while volunteering in several capacities. Now, Rita Joseph is ready to assume her responsibility in taking the 40<sup>th</sup> District into a brighter future.

The composition of an excited

audience, with a majority of millennials and a good representation of first-generation Haitians speaks volume about the drawing power of Eric Saint-Louis and an auspicious debut of Rita Joseph's campaign. That Borough President Eric Adams also showed up, mixing around with the attendees is very encouraging.

You can support Rita's campaign by enlisting your friends for the campaign and by making checks payable to the “**Committee to Elect Rita Joseph**,” and mailed to 289 21<sup>st</sup> St., Apt. 1R, Brooklyn, N.Y. 11215. You don't need to live in the District or even in New York to contribute. Note,

however, that Campaign Finance Board regulations prohibit contributions from corporations or LLCs and limits individual contributions to \$1,000.

Ray Joseph, the former Haitian ambassador to the United States, a graduate pastor, opened the meeting with an invocation and explained to the audience the meaning of the meeting for him, before he introduced the main personality of the evening: **Rita Joseph**, the next Councilmember to represent the 40<sup>th</sup> District. See Mr. Joseph's speech in adjoining columns, as well as excerpts from Rita Joseph's own speech.

11 December 2019—

## Rita Joseph for Councilwoman

Good evening, Ladies and Gentlemen!

It's my pleasure to welcome you again at Yiasou Restaurant—for a good cause! I say welcome again, because for most of you this is not the first time that you've been here—at the invitation of Eric Saint Louis.

I remember the first time he invited me here was in 2012. Imagine, here I was in Haiti, after I had left the Embassy in Washington in 2010. And Eric is calling, to invite me to a fundraiser. For whom? Eric L. Adams, who is running for Borough President of Brooklyn, and he thinks a word from me—and a blessing of the food that we would be partaking is the appropriate thing to do. And don't worry, he adds, the trip is on me!

What could I say? But, yes! I came and the rest is history. I don't have to tell you anything about Eric Adams, because he's been Borough President since

2013. And now he's aiming higher!

But Eric has already played in that field too. Yes, he did invite me to a fundraiser he had for another candidate—this time for Mayor of New York. You guessed it. His name is Bill de Blasio.

Eric has a knack for picking winners and he always manages to drag me along. Ask Assembly members Rodneyse Bichotte and Clyde Vanel. Ok, let me stop with the name citing, because I am not here in a show-off campaign. I just wanted to underscore something. And that is, Eric Saint-Louis does go out all the way for the candidates he supports and they all turn out winners.

And the meeting tonight—for Rita Joseph—is part of a tradition. A winning tradition! And Eric called me again to be part of the winning tradition. Other than being the candidate for the 40<sup>th</sup> District Council seat, Rita is a **Joseph**. Not my daughter, but an

adopted niece! Yes, by now I'm used to being called **Uncle**. It's



Ray Joseph delivering his speech.

Wyclef who began doing it and now I have oodles of nephews and nieces.

Seriously now. I am not here just because of the name. I really believe **Rita Joseph** is the perfect candidate for a district with

which I have had a long relationship, going back to Una Clarke who wooed the Haitian community with the help of the *Haïti-Observateur*; to become, in 1991, the first Caribbean-born woman elected to the New York Council. And the tradition continues.

A district, which seems to favor women, did elect a man in a special election in 2007. Councilman Eugene Mathieu, who has been reelected in 2009, 2013 and 2017 until he can no longer run because of term limits. And now, the 40<sup>th</sup> District is poised to return to its tradition of having a woman to represent it at the City Council.

And this woman is none other than **Rita Joseph**! She really needs no introduction, because she's a daughter of the District.

Though born in Haiti, she has been raised in Brooklyn, mostly in the 40<sup>th</sup> Council District. Imagine that she immigrated to the United States with her grandpar-

ents when she was one-and-a-half-years-old. They settled in Brooklyn and her schooling started at PS 139, right in the district. But she's gone very far since those early baby steps. She graduated from St. Francis College in Brooklyn Heights with a Bachelor of Science in Liberal Arts and she holds dual Maters in General and Special Education from Touro College.

And she says she owes it all to her grandparents who emphasized education. Unfortunately, they've gone on ahead of us to their eternal home. But where they are tonight, I know they're proud to know that besides all that Rita has done to help others get an education, she's now looking forward to help all the constituents in the 40<sup>th</sup> District by being elected as their representative to the City Council.

She's not new to what she's

Continued on page 15

# BEST CARE UNISEX BEAUTY SALON INC.



SPECIALIZING IN  
COLORING  
RELAXERS  
JERRY CURLS  
HAIR EXTENSIONS

**All nations styles** Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL  
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:

**(718) 740-4523**

**MOBILE PHONE: 516.859.4106**

**ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY**

SI  
**PWOPRIYETÈ  
KAY OU A DI:**

Mwen bezwen twa  
mwa depo sekirite  
anvan ou antre nan  
kay la.

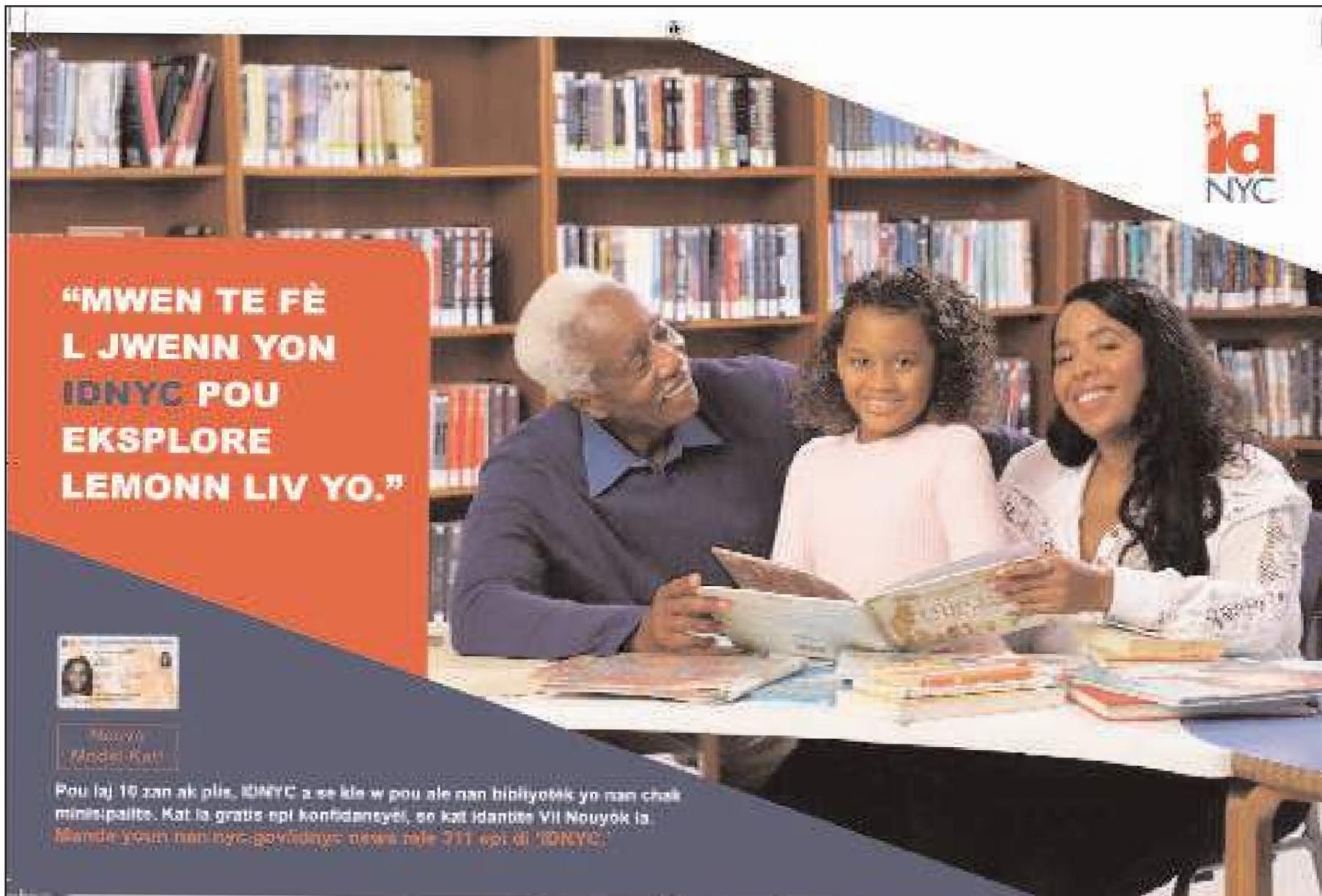
W ap lwe nan New York?  
Nouvo lwa yo kore lokatè yo epi ranfòse  
relasyon lokatè-pwopriyete yo. Aprann  
plis nan [nyc.gov/tenantprotection](http://nyc.gov/tenantprotection).

#RentersRights (#DwaLokatèyo)

DI YO  
**LALWA  
A DI:**

Depo sekirite yo  
ka montan lwaye  
yon mwa sèlman.

**NYC**  
Mayor's Office to  
Protect Tenants  
Bill de Blasio  
Majistra



**id  
NYC**

**“MWEN TE FÈ  
L JWENN YON  
IDNYC POU  
EKSPLORE  
LEMONN LIV YO.”**

  
Mouye  
Model Kat

Pou laj 19 zan ak plis, IDNYC a se kle w pou ale nan bibliyotek yo nan chak minisipalite. Kat la gratis epi konfidansye, se kat idantite Vil Nouyòk la.  
Mande youn nan [nyc.gov/idnyc](http://nyc.gov/idnyc) oswa rele 311 epi di "IDNYC".

## Enskri pou asirans sante bon mache oswa gratis jodiya!

Peryòd Enskripsyon Lib Chak Ane a se ant 1ye novanm 2019 ak 31 Janvyè 2020.

**GetCoveredNYC** se pwogram sansibilizasyon ak enskripsyon asirans sante ofisyèl Vil New York la. Jwenn èd fas-a-fas nan lang ou pou jwenn èd pou twouve ak enskri nan pwoteksyon ki apwopriye pou ou a!

Rele **311**  
Ale sou sitwèb  
[nyc.gov/GetCoveredNYC](http://nyc.gov/GetCoveredNYC)



**GetCoveredNYC**

 Ou pa kalifye pou asirans? NYC Care disponib nan Brox. Rele 311.

**NYC**

## ÉDITORIAL



# Jovenel Moïse et PHTK ont-ils réduit la diplomatie haïtienne en paria ?

Les dérives de Jovenel Moïse, constatés à tous les niveaux de l'administration publique, font reculer le pays socialement et administrativement de plusieurs décennies. Le scandale qui vient d'éclater dans la diplomatie haïtienne, provoqué par l'association de la consule générale d'Haïti à Santiago, en République dominicaine, aux trafiquants de drogue, est le comble de la déchéance qui caractérise les relations de notre pays avec les pays étrangers. Cela prouve que la société haïtienne n'a rien appris de la mise en garde qu'avait lancée l'ambassadeur américain Brian Dean Curran, le 9 juillet 2003, dans son discours d'adieu, à la fin de son tour de service comme chef de la mission diplomatique des États-Unis, en Haïti.

M. Curran avait profité de l'occasion pour exhorter le peuple haïtien à rectifier les erreurs qui se sont accumulées dans la gestion du pays, afin de permettre à Haïti d'aller de l'avant. Il avait surtout relevé ce qu'il identifiait comme « une crise morale ». A cet égard, il soulignait que : « Les trafiquants de drogue sont bien connus ». Mais il continua en disant : « Vous faites des affaires avec eux », soulignant que le gouvernement « les tolère ».

Par sa dénonciation des trafiquants de drogue, qui se font une place de choix dans la société, mais surtout dans la politique, Dean Curran pensait attirer notre attention sur la nécessité de protéger les institutions étatiques de la pègre qui commençait à faire son entrée au Parlement. Selon lui, cette mise en garde suffisait à déclencher le mécanisme de rejet de ces éléments nuisibles et dégénérateurs de la société. Mais il était en doute de savoir qu'en moins de deux décennies la pègre allait prendre d'assaut la diplomatie de notre pays, par le truchement du Parlement. L'incident survenu à Jimani/Malpas, samedi dernier (7 décembre) prouve que les institutions nationales n'ont pas les reins assez solides pour lutter contre et surmonter les assauts répétés de ce fléau. Puisque, au fil des vingt-cinq à quarante dernières années, les trafics illicites, toutes catégories confondues, ont gagné du terrain dans les pays.

La tendance à l'enrichissement facile et vite s'est développée proportionnellement à l'amour du gain et des biens matériels. De plus en plus, la richesse mal acquise garantissant l'accès à une vie de luxe, sans avoir besoin de faire des études libérales ou professionnelles, attire une nouvelle génération, dont un nombre de plus en plus élevé s'enrichit avec peu d'effort et d'éducation. Tout cela entraîne la crise morale dont parlait l'ambassadeur Curran et que la société haïtienne n'arrive pas à éviter.

En effet, dans la recherche de biens faciles et mal acquis, les choix

portent volontiers sur la corruption, aux dépens de la caisse publique, tuant progressivement l'esprit patriotique, dans le passé si choyé dans notre société. Ou bien ils deviennent des adeptes de commerces illégaux, dont la pratique s'accompagne de violence pour surmonter les contrariétés et les échecs rencontrés. Mais c'est plutôt le trafic de stupéfiants qui semble séduire le plus, car offrant l'occasion de s'enrichir plus rapidement, sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit, sinon les démêlés suscités avec la justice ou des affrontements parfois meurtriers entre compétiteurs débouchant même sur des assassinats.

Cependant, avec la présence sur le terrain de la Brigade fédérale antidrogue ou *Drug Enforcement Administration* (DEA) œuvrant en étroite collaboration avec les autorités policières haïtiennes, ceux qui ont décidé de faire carrière dans la promotion des stupéfiants se trouvent confrontés à l'offensive de l'institution dont la responsabilité consiste à combattre les trafiquants sur tous les fronts. Aussi, encourent-ils le danger d'arrestation, souvent suivie de leur expulsion vers les États-Unis où les attend une inculpation certaine pour trafic de stupéfiants débouchant sur un procès susceptible d'entraîner des années de réclusion loin de leur pays et de leur famille. On en a pour exemples, entre autres, Jacques Beaudouin Kétant, le compère de Jean-Bertrand Aristide, Rudy Thé-rassan, ancien chef de la BLTS, le bras armé d'Aristide contre les trafiquants qu'il jugeait dévoyés par rapport au pourcentage dû sur les cargaisons importées, Fourel Célestin, président du Sénat sous Aristide, et plus récemment, Guy Philippe, ennemi acharné d'Aristide.

Mais les mesures draconiennes prises à l'encontre des trafiquants ne vont pas les convaincre de renoncer à cette activité. Trop d'argent à gagner rapidement pour accepter de redevenir chômeurs, il vaut mieux se donner les moyens de se mettre à l'abri des institutions ayant vocation de combattre la distribution des produits illicites. Le Parlement offre l'abri idéal recherché. Les femmes et hommes qui s'y engouffrent ainsi utilisent également ce refuge pour mener à bien leurs activités illicites. Entre-temps, à la faveur du partage des privilèges avec l'Exécutif, sénateurs et députés ont la possibilité de nommer des diplomates et des agents consulaires dans des postes clés pour, sous couvert de la diplomatie, s'adonner au commerce illicite.

Le privilège de choisir le personnel diplomatique et consulaire constitue une aubaine pour les trafiquants de stupéfiants, désormais logées dans les Chambres législatives, qui placent leurs propres agents dans des postes appropriés pour faciliter le transport et l'écoulement de leurs marchandises. Dans ce cas, il y a tout lieu de s'interroger sur les motifs de

la nomination par le sénateur Rony Célestin de Judith Exavier comme consule générale d'Haïti à Santiago.

La manière dont s'est déroulée sa traversée au port frontalier haïtien-dominicain de Jimani/Malpas semble accréditer la théorie faisant d'elle un membre du réseau de trafiquants de drogue, au même titre que le propriétaire de la jeep Lexus, José Bernabé Quintero, qui est étroitement lié à Cesar Emilio Peralta Adamez, surnommé *César El Abusador*. D'aucuns le font passer pour le « Pablo Escobar dominicain », le feu le puissant chef du cartel de Medellín, en Colombie. Le tout terrain de marque Lexus avec la plaque d'immatriculation G353903, qui était l'objet de recherche par la DEA, pour avoir été impliqué dans le transport de la cocaïne, que pilotait Mme Exavier, traversait la frontière pour être mis à l'abri en Haïti, suite à une enquête de grande envergure en cours en République voisine concernant *Cesar El Abusador*. Car, devraient penser les membres du réseau de trafiquants de ce dernier, après son arrestation en Colombie, le lundi 2 décembre, la recherche de la Lexus allait devoir s'intensifier. Il est donc absolument nécessaire de la mettre « en lieu sûr ». Haïti serait la cachette idéale.

En effet, depuis la mise en garde de l'ambassadeur Curran, les trafiquants de drogue ont fait de grands progrès dans le développement du marché et de leurs tentacules sur Haïti et la République dominicaine, ainsi que leurs moyens logistiques. C'est pourquoi, les débarquements, par bateaux et par avions, s'effectuent de manière régulière, dont le dernier en date remonte à environ trois semaines, à Saint Jean du sud, non loin de la ville des Cayes, dans le département du Sud. Deux véhicules ont accouru sur les lieux pour récupérer la cargaison de cocaïne, que venait de débarquer un avion ayant fait un atterrissage forcé. L'une des voitures en question appartient au sénateur du Sud, Hervé Fourcand, et l'autre exhibe une plaque « *Service de l'Etat* ».

La chronique des débarquements anonymes, d'atterrissages clandestins ou de largages de sachets de cocaïne, de marijuana ou d'héroïne, est riche en pareils incidents, ici et là sur les côtes haïtiennes ou à des pistes isolées, sur des propriétés privées. Comme, par exemple, celle qui se trouvait au cœur de la vaste ferme de figue banane d'AgriTrans, une firme appartenant au président Jovenel Moïse. On se souvient spécifiquement d'un bateau appartenant au sénateur Joseph Lambert, qui fit naufrage le 2 septembre 2011, au large de Tiburon, encore dans le département du Sud, qui était chargé de cocaïne. M. Lambert, représentant du département du Sud-Est, était alors président du Sénat. Des sources proches de la justice haïtienne et de la DEA avaient alors révélé que la mis-

sion du navire consistait vraisemblablement à récupérer une cargaison de drogue qu'avaient lâchée deux aéronefs.

S'il était question d'énumérer ici les débarquements clandestins de cargaisons de stupéfiants effectués à divers points du pays, la liste serait interminable. Mais on peut dire que de tels incidents se produisent régulièrement sur le territoire national, au profit des officiels, mais le plus souvent impliquant des parlementaires. Avec ces derniers s'octroyant le droit de nommer des membres du personnel diplomatique et consulaire, on ne sait encore à quels autres postes, après Santiago, ont été plantés des collaborateurs au service des trafiquants.

L'histoire de l'évolution du commerce et de la distribution de stupéfiants, en Haïti, prouve que les politiciens de ce pays ont développé une culture de la promotion de produits illicites. Pour avoir ouvert la porte de cette alléchante activité aux barons de la drogue, les hommes et femmes qui dirigent le pays le ravalent au niveau de diplomatie de paria. Alors que dans la gestion de leur diplomatie, les autres pays prennent la précaution de mener une enquête de sécurité rigoureuse sur les personnes choisies pour la représentation diplomatique et consulaire, Haïti utilise la diplomatie pour promouvoir les intérêts des trafiquants. Car, suite à l'affaire Exavier, ceux qui représentent notre pays à ces titres risquent d'être ostracisés ou susceptibles de soulever la méfiance dans les pays d'accueil.

Les faits viennent de prouver que l'ambassadeur Brian Dean Curran avait raison. Reste à voir maintenant si les autorités haïtiennes peuvent lancer une véritable campagne pour débarrasser nos institutions des barons de la drogue et libérer notre diplomatie de l'emprise des cartels.

**HAITI OBSERVATEUR**

Haiti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY  
11435-6235 TEL.  
(718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p><b>HAÏTI</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$15.00 6 mois (6 numéros) : \$8.00</p> <p><b>CANADA</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$20.00 6 mois (6 numéros) : \$11.00</p> <p><b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$25.00 6 mois (6 numéros) : \$14.00</p>	<p><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$12.00 6 mois (6 numéros) : \$7.00</p> <p><b>AFRIQUE ET ASIE</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$20.00 6 mois (6 numéros) : \$11.00</p> <p><b>CANADA ET AMÉRIQUE LATINE</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$20.00 6 mois (6 numéros) : \$11.00</p> <p><b>EUROPE</b></p> <p>1 an (12 numéros) : \$25.00 6 mois (6 numéros) : \$14.00</p>
---	--

Nom/Name: \_\_\_\_\_  
 Adresse/Address: \_\_\_\_\_  
 Ville/City: \_\_\_\_\_  
 État/Province/Région: \_\_\_\_\_

Tous les chèques doivent être payés en dollars américains.

# EDITORIAL



## Have Jovenel Moïse and the ruling PHTK regime reduced Haiti's diplomacy to the rank of a pariah?

The excesses of Jovenel Moïse at all levels of public administration have caused the country to fall back socially and administratively by several decades. The scandal that has just broken out in Haitian diplomacy is the height of decline that characterizes Haiti's relations with foreign countries. The Consul General of Haiti in Santiago, Dominican Republic, is in cahoots with drug traffickers. This proves that Haitian society has learned nothing from the warning, more than a decade ago, of U.S. Ambassador Brian Dean Curran. At his farewell speech at the end of his tour of duty, on July 9, 2003, the head of the American diplomatic mission spoke out about the threat to Haiti's well-being.

Mr. Curran urged the Haitian people to rectify the mistakes that have accumulated in the management of the country to allow Haiti to move forward. Above all, he noted what he termed a "moral crisis" of major proportions. In this regard, he pointed out: "Drug traffickers are well known, but you do business with them," stressing that "the government tolerates them."

By denouncing drug traffickers who were forging a prominent place in the society, especially in the realm of politics, Ambassador Curran was drawing attention to the need to protect State institutions from the mob that had begun to enter Parliament. His warning was meant to trigger the rejection of those harmful and degenerate elements of society. Who could have thought that in less than two decades the mob he warned about would take over the country's diplomacy via the Parliament!

The incident, last Saturday (December 7), at the Jimani/ Malpasse border crossing between Haiti and the Dominican Republic shows that national institutions aren't strong enough to fight and overcome repeated attacks by the drug kingpins. In fact, for the past 25 to 40 years, illicit trafficking of all kinds has increased in Haiti. The trend towards easy and quick enrichment has developed tremendously, as the love of money and material goods becomes paramount. Increasingly, access to wealth and a luxurious life are guaranteed without the need for liberal or professional studies. Thus, a new generation gets rich quickly with little effort and practically with no education. That leads directly to the "moral crisis" which Ambassador Curran had warned. Haitian society is overwhelmed.

Indeed, in the search for easy money and what can be obtained or done with it, corruption has taken precedence over patriotism and the defense of public interests. The defenders of the public trust have disappeared. Instead, they've become adepts of the illegal trade, with violence often used to overcome frustrations and failures encountered along the way. Nonetheless, the drug

trade is very seductive, because it offers the opportunity to get rich quickly without having to answer to anyone. Except for occasional confrontation with law enforcement or deadly clashes among competitors, at times leading to assassination.

However, with the presence on the ground of the U.S. Federal Drug Enforcement Administration (DEA) working in collaboration with certain Haitian police officials, those who have decided to pursue a career in drug promotion sometimes are confronted with the assaults of that institution which is responsible for fighting traffickers on all fronts. As a result, the drug biggies face the danger of arrest and subsequent deportation to the United States, where they face charges of drug trafficking, leading to trials that result in years of incarceration far away from home and family. Of several such examples, we can mention Jacques Beaudouin Kétant, Jean-Bertrand Aristide's compadre, Aristide's Senate President Fourel Célestin and lately the anti-Aristide Guy Philippe.

Yet the draconian measures taken against traffickers doesn't convince them of giving up their activity. Too much money is at stake and they can't face the idea of becoming unemployed, because they're usually unemployable. Thus, they give themselves the means to protect themselves from the institutions entrusted with the task of combating them. One of their method of defense is bribery, which often works with dishonest law officials. But in the case of Haiti, Parliament offers the ideal shelter. Those so-called legislators, whether men or women who, increasingly, rush into "service of the people" are only in search of the ultimate shelter that gives them protection to carry out their illegal activities. After all, their status grants them immunity. Moreover, through the sharing of privileges with the Executive, senators and deputies (congresspeople) have the opportunity to appoint diplomats and consular officers to diplomatic posts abroad.

The privilege of having their minions among the diplomatic and consular staff is a godsend for drug traffickers now installed in the legislative chambers. Under the guise of diplomatic immunity, the agents of the "legislators" are in ideal positions to transport their goods. Who could ask for anything better? And Senator Rony Célestin apparently found in Judith Exavier the ideal candidate to be appointed Consul General of Haiti in Santiago, Dominican Republic. The manner in which she crossed the Haitian-Dominican border port at Jimani/ Malpasse seems to support the theory that she is a member of the drug trafficking network of Cesar Emilio Peralta Adamez, nicknamed "The Abuser," indeed the Dominican kingpin who is compared to the late Pablo Escobar, the Colombian who had set up the Medellin cartel.

The white Lexus four-wheel drive vehicle, with license plate G35-3903, that Ms. Exavier was driving is registered in the name of José Bernabé Quintero, a close aide of Cesar Peralta. The DEA had an intensive search for that vehicle which had been used in transporting cocaine. With her diplomatic passport, Ms. Exavier planned to take the Lexus across the border where it would be protected in Haiti, thus escaping the ongoing DEA investigation. Apparently, when Cesar Peralta was arrested in Colombia on Monday, December 2<sup>nd</sup>, his associates in the Dominican Republic immediately took action to foil the DEA investigation, thus Haiti represented "perfect safety" for the vehicle and Judith Exavier the ideal person for the job.

Since Ambassador Curran's warning, drug traffickers have made great strides in developing the market and their tentacles in Haiti and in the Dominican Republic, as well as their logistics. To wit, the regular landings in Haiti of boats and aircraft loaded with illicit drugs. In that light, what happened three weeks ago in Saint Jean is quite interesting. That town, south of the city of Les Cayes in the Southern department, was the scene of suspicious activities. Two vehicles rushed to the scene, where a plane made a forced landing, to retrieve a cocaine shipment. One of the cars belongs to the senator from the South, Hervé Fourcand, and the other displayed a plate "Service de l'Etat" (State Service).

Clandestine landings of aircraft are quite common. The release of bags of cocaine, marihuana or hero-in goes on all the time on the Haitian coast, especially in the south, if not at isolated private runways. It's worth mentioning the airfield that existed in the middle of the banana farm Agritrans, a company owned by President Jovenel Moïse. What about the boat belonging to Senator Joseph Lambert, which sank on September 2, 2011, in sight of the town of Tiburon, still in the southern

department? It was loaded with cocaine. Mr. Lambert, representative of the Southeastern Department, was then President of the Senate. Sources close to Haitian justice and the DEA had revealed at the time that the ship's mission was probably to recover a drug shipment dropped by two aircrafts.

If we were to list the illegal landings of drug shipments at various points across the country, the list would be endless. But we can safely say that such incidents regularly occur on national territory for the benefit of officials, most often parliamentarians. Now that they grant themselves the right to appoint members of the diplomatic and consular corps, one can't really know at which posts, other than Santiago, that collaborators have been placed especially to be of the service to traffickers.

The evolution of the drug trade, with Haiti being a connection in the distribution system, shows that the politicians have developed a culture to promote illicit products. For having opened the door to the drug kingpins expanding their thriving business, those in leadership positions in Haiti, whether men or women, have reduced the country's diplomacy to the rank of pariah. While other countries take much precaution in choosing their diplomats and consular officers, who go through rigorous checks, Haiti puts its diplomacy at the disposal of drug traffickers. Needless to say, in the heels of the Judith Exavier case, Haitian diplomats, including those in the consular corps, run the risk of being ostracized, even raising mistrust of them in some host countries.

The latest facts just prove Ambassador Brian Dean Curran to be right. It remains to be seen whether the Haitian authorities will launch a credible campaign to rid our institutions of drug lords and free our diplomacy from the control of cartels. It's almost impossible to expect any meaningful change, because as the proverb goes, the fish begins to rot at the head.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820	
<b>SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION</b>			
<b>Haïti</b> Haïti-Observateur 78, Avenue Joffe Brown, 3ème étage Rocher, Port-au-Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	<b>ÉTAT-UNIS</b> 1ère classe \$45.00 \$ US. pour six (6) mois \$90.00 \$ US. pour un (1) an	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> \$53.00 FF. pour six (6) mois \$106.00 FF. pour un (1) an	<b>CARAÏBE ET ASIÉ LATINE</b> 1ère classe \$75.00 US. pour six (6) mois \$150.00 US. pour un (1) an
<b>CANADA</b> Haïti-Observateur Gerald Louis Jacques 514 251-6434 12 Haïti 08 Canada 12013 Joseph Cassevent Montreal H3M2C7	<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIÉ</b> Un service spécial est assuré à partir de Paris. Contactez votre souscripteur G. Jean-Claude Wolbrun 13-K Avenue Focherick, 81, BP 401, 44 93310 Le Pré St. Gervais France tél. (33 1) 43 43 38 15	<b>EUROPE</b> 73 EUROS, pour six (6) mois 125 EUROS, pour un (1) an Pa: chèque ou mandat postal en francs français	
Name/Nom _____		State/Etat _____	
Company/Compagnie _____		Country/Pays _____	
Address/Adresse _____		Zip Code/Code Régional _____	
City/ville _____		Country/Pays _____	
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.			

# DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

**Charles Henry Baker, Nèg JOB-la**  
OU PREMIER MINISTRE DE  
FIN DE CRISE

**Par Dan Albertini**  
Entre (), Si la RD veut la paix  
chez elle, ce n'est pas sur le dos  
de la République d'Haïti que la  
larve politico en campagne doit  
se laver. La BCRD n'est pas aussi  
solide que ça. Fermons ().

Si vous demandez à un ex employé de charlito son opinion sur la possibilité que son patron soit premier ministre. Premier ministre de sortie de crise, le sourire s'y dessine par décorum. Voici le témoignage recueilli à la suite du second article publié sur le sujet : «Mr Baker : un type de bien. Un patriote conséquent et conscient en effet il fut mon patron dans les années 80. Un démocrate éclairé, c'est ce Baker que je connais je pense que son choix comme PM dans ce contexte actuel serait un bon atout pour le pays ». Je tais évidemment l'identité pour question de sécurité, c'est notre pratique c'est logique. Ce qui suit n'est en outre pas l'autre critique reçue, mais en commentaire hors contexte sur le sénateur Jacques Sauveur Jean en entrevue l'été dernier. J Sauveur Jean a défini l'enfant de Dessalines sur une base de couleur d'épiderme, qu'il s'approprie exclusivement en accusant sur le tas, défense mal organisée, à coup d'invectives mal accordées pour un sénateur en session.

Ne jouons pas de la litote alors, si c'est Frankétienne ministre de Manigat, c'est l'Haïtien de culture, l'homme de théâtre, le peintre, l'écrivain prolifique, le professeur, etc. Notons qu'on lui accorde la rédemption pour avoir fermé une école. Pour y vendre le riz importé ? Je l'ai ainsi rencontré en entrevue vers les années nonante. Je l'ai même annoncé sous le titre de : Apôtre de l'antizozobisme. Franck a pourtant critiqué sévèrement la médiocrité haïtienne pour se vanter d'intelligent (mémoire anecdotique, je crois puisque le prof de mathématique a libéré son manteau). L'ingénieur KV n'a pourtant rien dit. Je reviendrai à KV ingénieur.

Ce n'est donc pas, situé dans son contexte, ce que l'on pense qui a évincé la candidature de charlito Baker aux yeux de l'électorat quoique subdivisé en faveur de MJC qui régionalement récupérerait le gros de la déception Lavalas contre la fureur encore

vivante relative à JBA (belle pré-trise dans l'art de 'comment se faire des ennemis sans mandat'). La mauvaise langue dit même que p'tit père éternel ne voit plus ses filles, dans un pays où la fumée se fait même sans feu (soyons sérieux, Lavalas sous quelque forme que ce soit n'est pas une option de gouvernance, même fardée. Option politique, oui c'est un droit, gouvernance, non c'est une formule d'échec qui ne s'est pas révisé pour amélioration, mais explosé par la faute de p'tit père éternel que Dr. MN n'a pas su soigner du mal de « présidentite », comme il le dit si bien).

Et, puisque nous sommes dans le contexte de guerre de nos étoiles haïtiennes. Cinéma, c'est de préférence un homme à qui l'on attribue le double acronyme de Motta et Jabba (le Hutt) pour sa manie de fixer les prix et de voir tout le monde seoir à ses ordres autour de lui (référence de Star Wars de Georges Lucas dans sa trilogie avec des gundans puisqu'il n'a pas de gangans comme nous au pays), qui a manipulé ouvertement sur le dos de la République.

Faisons court, il faudrait en rire un peu pour que l'ingénieur KV qui a commenté par le doute sache tirer le vrai du faux. Ou, le savait-il déjà ? Qui ignore le surnom second de Santo 17, il aurait vertement financé les bas-sondages. Des recherches superficielles suggèrent : Bonnefil, Boulos, Apaid-Aped. Lequel serait Motta Jabba ? Ce, pour barrer la route à charlito Baker réputé homme sérieux. Comprendons donc télé Magic<sup>20</sup> avec Sauveur Pierre Etienne qui va plus loin dans son livre (même si je crois qu'il se trompe dans l'affaire Prével citée. Car, Prével avait trompé son pseudo candidat, en faveur d'élections truquées pour Mirlan de H Manigat, d'après les révélations de Guy Magloire, ancien membre du directoire de RDNP). SPE qualifie la compagnie de sondages de «les grands électeurs». Sondages Brides ? Où est donc la raison dans tout ça : Baker PM ou NEG Job la qui a compris l'importance de l'agro-alimentaire ?

Simulons notre point de vue, car nous en avons tous un, dans la sérénité sans faux espoirs ni manipulation. Charles-Henry Jean-Marie Baker premier ministre désigné : est-ce que cela va contribuer à pacifier la société ou à l'envenimer, et pourquoi ?

Avant d'y répondre, avançons un autre élément de l'équation : premier ministre ratifié, Charles-Henri Jean-Marie Baker arrive à drainer vers Haïti plus de 50 mille jobs en passant par ceux récupérés, comme il a l'habitude de le faire, mais en implémentant jusqu'à 225 mille emplois, par la force de l'Etat en action. Qui est le premier bénéficiaire incluant le travailleur qui nourrit : famille, marché, marchand, transport, toutes taxes de l'Etat incluses .... etc. ? C'est l'entrepreneur bien averti aussi dont le patrimoine augmentera comme ses influences globales. A qui donc ce schéma progressiste porterait préjudice ? Poursuivons avec les sous-jacents : plus de jobs, plus de taxes, plus de rentabilité de l'Etat, croissance, donc de la sécurité par effet de causalité ; moins de clientèle disponible pour la criminalité. Donc plus de touristes au prorata des mois d'affluence. Ainsi donc, plus de garanties pour réaliser des élections au Pays. L'argent de la diaspora sera une plus-value. La RD se targue de cette réussite et nous y tous allons là-bas.

Question : qui d'autre peut offrir en toute sérénité ces résultats, en étant un PM neutre ?

Je me refuse le rêve idéaliste pour plaire à une politique de l'autruche comme option d'Etat ou de gouvernance digne d'une branche de Hezbollah cubain haïtien. On nous propose cette l'option de paix à Cité Soleil contre Cité-de-Dieu, comme énième voie<sup>2</sup>. Laquelle voie qui va chercher le vieux rêve d'écrivain qui propose son bel ouvrage épuisé. Un grand chien blanc mangeur d'homme méchant seulement comme unique alphabet politique de Nuits albinos. Un agent politico dans la formule de transition pipée par l'avocat hâbleur qui a affirmé son président sans nom pour le 18 nov. 2019. A-t-il été ? La meringue dirait le chien blanc du hezbollah cubain qui mangeait des Noirs ! Je ne veux pas non plus soulever là de contentieux n'accusant quiconque ni d'autres. C'est un exemple simplifié d'étourdissement réel. Petite histoire, la regrettée Gladys Lavelanet dirait sans frais : que se passe-t-il à pharmacie Vallière (laquelle j'aimais bien), quand elle vous contera l'affaire JJ Audin, celle du génie de Noury Ménard. Je verrais bien Dr R Boulos à la Croix-Rouge Haïtienne en train d'aider la victime d'intempéries à travers le pays. Ou, appelons la, rue des Casernes, rue Dr Boulos<sup>2</sup>, puisqu'il n'y a plus de casernes, je veux bien. Un point de vue. Tout le monde a droit à son opinion. C'est son homélie citée en vocation, restons-en là.

Voici donc la réponse au tout autre commentaire exprimé. Charlito n'est sûrement pas Santo 17 enfermé avec une colonie de, dans un esprit de Motta le Hutt haïtien. On le connaît !

Charlito Baker est à mon avis l'ensemble de conjonctions qui favoriserait une reprise rapide, mais aussi un autre regard sur Haïti. Le temps de savoir ce que

l'on veut pour les prochaines élections. C'est le rendez-vous impératif, c'est l'occasion de mieux réussir que « gwo » Gérard.

**Échec diplomatique ou le retour du royaume : le risque à éviter**

La simulation est plus qu'authentique après l'indice 'Une avalanche diplomatique prévisible en 2016' citée dans Etat des lieux de la mesure protectrice de l'union républicaine de la requête citoyenne. Le passé nous prie d'omettre ce pays étranger qu'a été le royaume du Nord. Un autre indice, cette photo de Youri Latortue le 6<sup>+</sup> décembre manifestant au haut de la scène historique place de l'indépendance où il prend la forme de l'emploi comme pour épouser la cause désormais immatérielle. Il suffit d'une nouvelle coïncidence pour que le pays connaisse une proposition transitoire de Moïse Jean-Charles se voulant la revanche de Christophe par Pitit-Dessalines, en se déclarant d'une république septentrionale, comme pour corroborer l'action de Guaido inversement, au Venezuela. Il serait bien plus que serein d'y penser, car le fruit est mûr avec la déclaration odieuse du juge Petit-Papa en faveur du sénateur Onodieu Louis & consorts. L'équation est sérieuse par la faute de la diplomatie des E. U. de Donald J Trump. Port-au-Prince asphyxié par la coupure de courant et du couloir de ravitaillement unique de la RD ne tiendrait pas longtemps. Le major Rébu sait de quoi je parle même si le politicien issu du colonel Himmler Rébu niera la formule par excès de prudence. Revisitez néanmoins Daniel Suplice en entrevue, faisant l'apologie d'une solution ultime quelconque sous la forme d'un constat lucide. Nous en sommes à ce point là. Il nous faut un gouvernement et Baker est là.

Retournons à la petite histoire, évadons-nous de la promesse. Ne pas citer des noms ? C'est impossible, je suis haïtien ! Dr Rony Gilot une fois de plus doit se le rappeler, il faudra mieux informer l'ingénieur KV. De quoi parle-t-on ? C'est plus loin qu'un noirisme étourdi où le fils naturel de feu Dr Roger Lafontant, en l'occurrence Amos Dubois Cherfils, s'accuse d'être le fruit d'un viol. De son père, Roger, sur une de ses domestiques. Dr. Gilot doit avoir sûrement rencontré Amos à Genève en 2010 lors de son passage. Mieux, François Duvalier a favorisé, contre la paysannerie asservie, des étrangers avec l'argent du pays. Et, Jean-Claude Duvalier nous a laissé l'arrogante Michèle Bennett. Bennett oui, elle a divorcé. Qu'elle fût donc la relation privilégiée de Mme Saliba avec le défunt général Jacques Gracia, c'est une bagatelle. Nous sommes si étourdis au point de fermer l'œil gauche pour ne pas voir ce que voit l'œil droit, par exemple reconnaitra-t-on la descendance de Toussaint Louverture, connu pour faire de l'Ouverture ? Etonné sera-t-on de découvrir qu'elle ne ressemble pas nécessairement aux noirismes tuméfiés de Dr François Duvalier car il en avait plus qu'un si l'on considère son directeur du tourisme, Gérard de Catalogne. Les relations de Tony Gracia, fils du général, au Mexique sont éloquentes, pas moins de petits enfants de Rony Gilot aussi, instruit à la bonne école ? Entre autres, comment va le paysan de Thiotte qui a contribué à le cacher à la chute de la Maison Duvalier, sont-ils riches ou encore pauvres d'après la révolution.... ? Théo Achille, n'en parlons pas. Je ferme là la petite histoire, désolé ingénieur KV, il faut la changer.

Je conclus de ces faits : NEG Job la ou Baker premier ministre. A bon entendeur... !

PROPRIÉTÉ , VENDRE  
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.  
Pour plus d'informations, appelez Blurette Coq au **509.3170.3575** .

DE BROSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE  
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)  
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

**TASTE THE ISLAND**  
Haitian Bakery & Restaurant

**460 Peninsula Blvd.**  
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm  
Friday 10:00 am - 10:00 pm  
Saturday 10:00 am - 10:00 pm  
Sunday 10:00 am - 5:00 pm



CAMPAGNE TOUS AZIMUTS CONTRE LA CORRUPTION, DIT LE NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ULCC

# Claudy Gassant a-t-il les moyens de sa politique ?

Par Léo Joseph

Une semaine à peine depuis qu'il a été nommé directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), Claudy Gassant semble vouloir sonner un son de cloche tout à fait différent de l'attitude adoptée par son patron, par rapport à ce fléau qui, avec la mobilisation des petrochallengers, attire des millions de protestataires dans les rues de la capitale et des villes de province exigeant la démission immédiate et sans condition de Jovenel Moïse. D'entrée de jeu, cette posture de M. Gassant porte à se demander qu'est-ce qui a changé, par rapport dans la situation du chef de l'État, sinon peut-il se donner les

moyens de la politique annoncée. Dans son intervention publique, diffusée aujourd'hui (mardi 10 décembre), il déclare la guerre à la corruption.

Il semble que le nouveau patron de l'ULCC ait l'intention de faire quelque chose, la déclaration qu'il a faite, à l'occasion du jour commémoratif de la journée internationale de la lutte contre la corruption, suggère qu'il a l'intention de frapper très fort sur la table pour démontrer sa volonté de partir « en guerre » contre ce fléau. Son discours suggère qu'il a un mandat. Mais de qui ? On ne saurait croire qu'il a reçu carte blanche de Jovenel Moïse pour avancer dans la direction où sa déclaration semble le pousser. Dans un tel cas, ce

serait un volte-face complet de la part du président haïtien.

## Prévenir et réprimer la corruption ?

Quel « *bwa Gasan genyen dèyè bannann ni* », qui l'autorise à déclarer la guerre à la corruption, tandis que, depuis des mois son patron fait une opposition farouche aux demandeurs de justice contre les autorités gouvernementales, en tête de liste Jovenel Moïse lui-même, qui ont orchestré le pillage du fonds Pétro-Caribe et porté bien haut l'étendard de la corruption.

La déclaration anti-corruption de Claudy Gassant a l'allure d'un avertissement. Pas d'équivoque là-dessus. Le message est

on ne peut plus direct.

En effet, a déclaré Me Gassant : « *L'unité de lutte contre la corruption (ULCC) tient à réaffirmer sa ferme détermination à mettre tout en œuvre, dans les limites de ses attributions légales, pour prévenir et réprimer la corruption sous toutes ses formes. Son éradication s'avère cruciale pour la promotion et l'effectivité d'un service public de qualité au profit de la collectivité* ».

Et Claudy Gassant continue d'enfoncer le clou : « *En effet, la corruption est un crime, et non un have pour les politiques, les fonctionnaires et les élus en quête de richesses dans des contions illégales. Elle a un impact dévastateur sur la société et particulièrement sur les populations*

*vulnérables. Elle constitue une menace à la croissance, aux opportunités, au développement, à la paix, à la sécurité véritable* ».

## Les effets ravageurs de la corruption

Sans biaiser, Me Gassant ajoute : « *La mobilisation de l'opinion nationale contre la corruption et ses conséquences, observées, notamment durant les deux dernières années, constitue un témoignage éloquent, une prise de conscience profonde des effets ravageurs de la corruption qui compromet l'avenir des générations présentes ainsi que celui de la postérité* ».

Suite en page 15





# Rita Joseph for Councilwoman

Continued from page 7

about to undertake. She has created a partnership to put on a coat

way in numerous community events, such as toy drives, community street fairs, and after school programs, with the support of local elected officials, like

She was appointed by Senator Kevin Parker to serve as Chair of the Neighborhood Advisory Board and has been part of the Citywide Participatory Budgeting Committee for the past two years, having been appointed by Council Speaker Corey Johnson.

As an educator and a mother, raising four boys, Rita has seen the struggles and triumphs of her students and their families. And she's served on committees to help them excel. She's been able to secure hundreds of thousands of dollars each year for technological improvements that help thousands of children receive a better education, including capital funding from Brooklyn Borough President Eric Adams.

Rita has been able to accomplish many things in a volunteer capacity. We believe she has much more to offer the District that she calls home. She says she's ready to lead District 40 into the future. And we believe so. And we are not alone, as your presence here shows. Rita Joseph, you earned the right to be the next Council Member for the 40<sup>th</sup> District. Bonne Chance!



From left to right, Eric Adams, president of the Borough of Brooklyn, candidate Rita Joseph and Eric Saint-Louis, the host.

drive and annual Thanksgiving dinner for struggling families in the neighborhood. She's led the

Council member Eugene, Assembly member Rodneyse Bichotte and State Senator Kevin Parker.



A partial view of the guests with candidate Rita Joseph standing in the background.

## Excerpts from Rita Joseph's speech

As a public-school educator and proud union member with 20 years of experience, I've seen first-hand both the struggles and triumphs of my students and their families while navigating the public education system. Just like my parents, my students' parents struggle between two or three jobs and their children's future. Although extremely challenging at times for me, I have taken on more responsibilities every year to ensure that the children that come through my school have access to as many resources as possible.

As we move through this campaign over the next year and a half, I plan to talk to as many voters as I can across the district about the after school programs I have helped implement to keep kids engaged, and off the streets can, be accessible to more children. How the same can be done for funding to be used for new technologies in our schools, in

our community to better prepare our students, our children for this technological age they're facing upon graduation, lest they're left behind. As a councilwoman for District 40, you and I can touch the lives of many more children.

As I've found, there is often the case, though, educating our children and preparing our communities for the future doesn't start or stop at the entrance of a school. To truly transform our communities and our schools, we must find ways to weave them together. With your full support behind my candidacy, we will have a bigger platform to make even more progress on ALL of the issues that we have already been working on together for many years, for example, public education, affordable housing, growing our local economy, immigration and more.

Together, we can do more than survive in this city. TOGETHER, we can thrive.

## LA SOLUTION DE LA CRISE AJOURNÉE Le juge choisi pour assurer la présidence intérimaire se désiste

Suite de la page 1

Sylvestre un bon choix. D'aucuns prétextent le fait qu'ils ne pensent pas que Me Sylvestre jouit d'une bonne santé. Parce que, arguent nombre d'entre eux, le président de la plus haute Cour de justice du pays ne donne pas l'impression de bien supporter le poids des ans.

Entre-temps, des partis et formations politiques proches de PHTK ont mené leurs propres discussions en vue de trouver une issue à la crise. Dans l'esprit du consensus qui s'est dégagé de leurs négociations ayant servi de base à la signature d'un accord, toute entente sera trouvée sous l'autorité du président de la République. Selon l'accord si-

gné, suite aux discussions qui s'étaient déroulées à l'hôtel Ritz Kinam II, à Pétion-Ville, les signataires se sont mis d'accord pour la formation d'un gouvernement d'« union nationale » sous la houlette d'un Premier ministre de consensus, dont la principale mission consiste à mettre fin, de manière permanente, aux conflits quasiment interminables qui empêchent l'installation d'un État de droit et le fonctionnement régulier des institutions publiques et privées, ainsi que les entreprises.

Le document, qui tient lieu de feuille de route négociée par les participants, prévoit que le chef de l'État, Jovenel Moïse, aura la responsabilité de trouver ce consensus avec les forces vives du pays. La recherche du dialogue préconisé par ces formations

politiques sera initiée par le président de la République. Dans les milieux proches de PHTK, on prétend que les participants à ces discussions représentaient les partis, formations et groupements tels que : Lapeh, Tèt Ansanm, PHTK, Vérité Ansanm nou fò, Consortium, Bouclier, KID, Parassol et Patrayil.

De toute évidence, l'allure de ces discussions et le consensus qui en est dégagé ne concernent pas les autres entités, comme Passerelle et les secteurs se réclamant de la démocratie. Puisque ces derniers n'entendent point entrer en discussion avec Jovenel Moïse, ni participer à des discussions avec lui. Le mot d'ordre, en ce qui concerne ce dernier, reste inchangé : Démission immédiate et sans condition.

## CAMPAGNE TOUS AZIMUTS CONTRE LA CORRUPTION, DIT LE NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ULCC Claudy Gassant a-t-il les moyens de sa politique ?

Suite de la page 13

Et Claudy Gassant de préciser : « En définitive, la corruption gangrène la société haïtienne dans toutes ses composantes; voilà pourquoi l'ULCC doit être omniprésente et proactive pour remplir sa mission de prévention et de répression de la corruption ».

Pour terminer M. Gassant donne l'impression d'agiter le gros bâton. Aussi déclare-t-il : « Sous ma direction, l'ULCC s'activera à la mise en place de



Claudy Gassant semble ne pas craindre d'affronter les corrupteurs et les corrompus.

nouvelles stratégies et s'ouvrira davantage aux aures organismes de l'État (IGF, CNMP, UCREF, entre autres pour une lutte efficace et efficiente ».

À la lumière des déclarations de Claudy Gassant, il importe maintenant de suivre les actes, tant du directeur général de l'UCREF et ceux de Jovenel Moïse. Car après s'être systématiquement opposé à la lutte contre la corruption, ce revirement inopiné du président Moïse en dit long.



Jovenel Moïse n'aura pas la partie belle.

### Claudy Gassant restera-t-il égal à lui-même ?

Le ton des déclarations faites par Claudy Gassant rappelle celui sur lequel il s'exprimait pour s'opposer à la prestation de serment de Jovenel Moïse, après qu'il eut été proclamé l'élu du scrutin de 2016.

En effet, Me Gassant s'oppo-

sait systématiquement à la prestation de serment de Nèg Bannannan, arguant qu'étant sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, il ne pouvait prendre le pouvoir. Il faut se demander si son opinion a évolué depuis. Sinon, faut-il penser que « la charité bien ordonnée commence à la maison » ?

# NOUVELLES BRÈVES

## C'est officiel, le processus de mise en accusation du président Trump est lancé

Tout est fin prêt pour un vote de la majorité démocrate, à la Chambre basse, d'ici la semaine prochaine pour, officiellement, mettre le président Trump en accusation d'avoir abusé de ses prérogatives, énonçant leurs griefs dans deux chefs d'accusation démontrant le pourquoi de ce processus de mise en accusation officielle (impeachment en anglais).

À noter ce qui a été exprimé ici dans cette colonne dès le commencement de ce débat, d'abord en comité, il y a environ deux mois, au cours desquels différents témoins ont été entendus par le Comité Intelligence de la Chambre basse, sous la houlette d'Adam Schiff, député démocrate de la Californie. On avait souligné qu'après la mise en accusation formelle, il reviendra au Sénat, à majorité républicaine, de juger le chef d'État et le destituer. Ce que l'on doute fort.

En tout cas, aujourd'hui même, ce soir du mercredi 11 décembre, les démocrates comptent entamer le débat sur les deux chefs d'accusation retenus, savoir « *Abus de pouvoir et Obstruction au Congrès* ».

La question « *d'abus de pouvoir* » se réfère à la décision qu'avait pris le président Trump, de retenir une somme de quelque quatre cents millions de dollars (400 000 000,00 \$) approuvée par le Congrès et destinée à l'Ukraine, ainsi que conditionnant une visite à la Maison-Blanche du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la décision de ce dernier d'entamer une enquête contre les Biden, soit le candidat démocrate Joseph "Joe" Biden ainsi que son fils Hunter, qui siégeait dans le

temps au conseil d'administration d'une firme ukrainienne dans le domaine de l'énergie. C'est la fameuse phrase "Quid quo" que le président insistait n'existant pas. Or, presque tous les témoins entendus en comité affirment le contraire.

Pour ce qui a trait au deuxième chef d'accusation, « *Obstruction au Congrès* », il est question des agissements du président Trump face au Congrès refusant de produire les



Donald Trump.

documents à lui demandés et allant jusqu'à empêcher que des témoins liés à l'Exécutif de comparaître par devant les comités menant enquête, quand bien même ils soient sous assignation. C'est se moquer du Congrès, avance Jerry Nadler, président du Comité Justice de la Chambre basse, qui a pris le relais après Adam Schiff du Comité Intelligence.

Le congressman (député) Nadler, démocrate de New York, était très amère hier (mardi) après-midi, quand il eut à dire: « *Voilà un président qui déclare qu'il n'a de compte à rendre à personne, qui se dit au-dessus du peuple américain et au-dessus des prérogatives*

*du Congrès quant au pouvoir qu'il détient en matière de mise en accusation du président. Ce qui, en fait, fait partie de la protection des institutions démocratiques contre les menaces venant de part et d'autre! Alors, il se croit au-dessus de la loi* ».

Il va sans dire que l'on va assister à des démêlés hors de l'ordinaire dans les prochains jours. Face aux faits très accablants pour le président Trump,

lui et ses défenseurs intraitables vont tout faire pour dérailler les démocrates. Qui sait si le dernier mot ne reviendra-t-il pas aux électeurs lors des prochaines élections en novembre 2020!

**\*Un juge d'une Cour fédérale d'El Paso, Texas, a bloqué l'administration Trump, l'enjoignant de ne pas détourner des fonds alloués aux militaires pour des projets de construction, en vue de la construction de sa propre muraille/frontière.** En effet, il s'agit de quelque trois milliards six cents millions de dollars (3 600 000 000,00 \$) que le président

Trump, allant à l'encontre du Congrès qui n'a pas autorisé de fonds pour son projet, a sollicité du département de la Défense, le Pentagone. Selon les normes, le Pentagone dépend de l'Exécutif et est obligé de se courber aux diktats du Commandant en chef. Mais, allant à l'encontre du Congrès pour faire à sa guise, le président se trouve en face de certains citoyens qui ont intenté un procès contre lui.

C'est ainsi que le juge David Briones, de la Cour fédérale du district d'El Paso, nommé par le président Bill Clinton—ça fait longtemps—, a déclaré dans le jugement par écrit, que « *d'essayer de réorienter les fonds de construction alloués aux militaires, en ayant recours à une proclamation d'urgence, est illégale* ». Et d'ajouter que les plaignants ont droit à une injonction permanente, mettant fin aux travaux du gouvernement. On se demande si l'administration Trump n'aura pas recours à la Cour suprême pour casser le jugement du tribunal de Texas.

À noter que le juge Briones a rendu son jugement sur la somme allouée pour des programmes de construction du Pentagone. Mais le président avait conçu un budget de dix milliards (10 000 000 000 00 \$) de fonds provenant du Pentagone pour la construction de sa muraille sur la frontière sud avec le Mexique. Or, le jugement n'affecte qu'un tiers du montant. Rien n'est dit des autres milliards qui avaient été destinés au combat contre les trafiquants de stupéfiants.

**\*Des fusillades en série ici et là aux États-Unis.** Hier, mardi après-midi, ce fut à Jersey City, la ville du New Jersey se trouvant en face de Manhattan de l'autre côté du fleuve Hudson, que le carnage a eu lieu. Selon les nouvelles sur toutes les chaînes de télévision, les radios et agences de nouvelles, on commentait cette dernière tuerie, faisant six morts, dont

un policier, trois civils et deux suspects.

Tout a débuté, selon la Police de Jersey City, quand un policier investiguait un meurtre. Deux individus l'ayant approché, ont ouvert le feu atteignant le policier à la tête. Les assaillants ayant pris la fuite à bord d'une camionnette type van se sont retranchés dans une épicerie, prenant les gens qui s'y trouvaient comme otages. Arrivés sur les lieux, les policiers ont eu une bataille rangée avec les suspects. Les policiers ont eu le dessus, tuant les deux suspects ainsi que trois autres civils.

Le maire de la ville, Steven Fulop, s'est dit attristé par la mort du policier, le défunt Joseph Seals, 39 ans, marié et père de cinq enfants, qui a trouvé la mort affreusement. Le policier, qui s'est enrôlé à la Police de la ville depuis 2006, était un expert dans le désarmement des gangs. Paid à son âme!

**\*Vendredi dernier, 6 décembre, c'est à Pensacola, dans une base navale américaine qu'un soldat saoudien suivant de l'entraînement aux États-Unis, a fait feu, tuant trois soldats américains de la Marine. Lui aussi a été tué.** C'est ainsi qu'on a appris qu'il y a plus de 800 saoudiens poursuivant de l'entraînement dans différentes bases militaires américaines. Cela causera, sans doute, des démêlés entre le président et le Congrès qui s'oppose à l'aide américaine au royaume de l'Arabie saoudite, choyé par le président.

**\*Le dimanche 8 décembre, il y a eu une tuerie à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane : un mort et quatre blessés, ainsi qu'à Desoto, au Texas, le nombre de victimes inconnu. On reviendra sur ce fléau qui prend de plus en plus une ampleur alarmante aux États-Unis.**

**Pierre Quiroule II, 11 décembre 2019**

**HAÏTI**  
**OBSERVATEUR**

Le manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.COM CA